

Noémi MICHEL, Chercheure-enseignante indépendante

[Michel\\_noemi@hotmail.com](mailto:Michel_noemi@hotmail.com)

**Group of Independent Eminent Experts on the Implementation of the Durban Declaration  
and Programme of Action**

**10<sup>th</sup> session (17-20 June 2024)**

**Thematic discussions**

**“Anti-racism in education and public discourse”**

**Statement by Noémi MICHEL, PhD**

**Introduction**

Messieurs et mesdames les éminents experts, messieurs mesdames, je vous remercie pour cette invitation, c’est un honneur pour moi de pouvoir apporter une contribution à la réflexion sur la mise en œuvre de la déclaration et du programme d’action de Durban.

En effet, en 2001, j’étais une jeune étudiante qui entamait des études en science politiques ici à Genève et voulais travailler sur les questions d’héritage colonial et de racisme à une époque où ces thématiques étaient très peu discutées et avaient été quasiment absente de mon parcours scolaire. J’ai été alors exposée aux échos de la conférence de Durban. Le fait que cette conférence se déroule en Afrique du sud, qu’elle rende hommage à la lutte du peuple sud-africain contre l’Apartheid, m’a confortée dans ma conviction à consacrer mon travail intellectuel mais également militant à l’antiracisme depuis la perspective spécifique des peuples d’ascendance africaine.

Pour situer plus précisément ma contribution aujourd’hui, 23 ans plus tard, il me faut préciser que je m’appuie sur mes recherches universitaires en science et en théorie politiques autour des politiques du racisme et de l’antiracisme dans les contextes suisses et européens occidentaux. Ces recherches se focalisent en priorité sur l’histoire et la situation contemporaines des personnes afrodescendantes et elles

adoptent une perspective féministe noire. Je m'appuie également sur mon travail activiste mené dans le cadre de différentes organisations de la société civile, j'aimerais citer ici la European Race and Imagery Foundation, une plateforme transnationale qui combat les représentations racistes pour réimaginer les récits d'appartenance en Europe, ainsi que la FAANG, la fédération d'association des Noir.e.x.s et des Afro-descendant.e.x.s de Genève. Enfin, il m'est important de dire que je m'appuie sur mon expérience vécue de femme afro-descendante d'origine caribéenne, ayant grandi ici même à Genève dotée du privilège d'un passeport qui me permet de circuler et de cultiver les liens au sein de la diaspora globale noire.

### **Le savoir public au sujet du racisme : un enjeu fondamental**

Cela avait été souligné avec emphase dans la déclaration et le Programme d'action de Durban et 2001 et a été sans cesse répété depuis par les rapports des éminents experts ici présents, mais aussi dans le cadre de la Décennie internationale pour les personnes d'ascendance africaine, le combat contre le racisme dépend fondamentalement d'une compréhension approfondie du grand public à son sujet, et ce dès le plus jeune âge. A cet égard les institutions éducatives – allant de l'école obligatoire à l'université en passant par les musées – jouent un rôle primordial. Mais elles ne sont pas les seules, toutes les instances qui contribuent à forger les discours publics et ce faisant le débat démocratique – les partis politiques, les médias, la société civiles, les ONG – ont la responsabilité de cultiver et de faire circuler une compréhension riche et complexe au sujet du racisme et de l'antiracisme.

Comment le savoir public au sujet du racisme et de l'antiracisme dans les contextes d'Europe occidentale pourrait-il être renforcé ?

Pour répondre à cette question, j'aimerais aborder trois dimensions de ce savoir public :

- **Définition du racisme** : premièrement l'enjeu de la définition du racisme : comment le grand public définit-il le racisme ?
- **Récits sur l'histoire locale et globale, passée et présente du racisme** ; deuxièmement, comment le racisme est-il narré, qui peut faire le récit de son histoire passée et présente en Europe ?
- **Orientation de l'antiracisme** : troisièmement, quels sont les horizons de l'antiracisme, au nom de quelles valeurs, de quels buts faut-il lutter contre les effets du racisme ?

En m'appuyant sur mes travaux récents ainsi que sur les travaux des critiques et des féministes noires, chercheuses et activistes, j'aimerais montrer dans quelles directions ces trois dimensions du savoir public autour du racisme et de l'antiracisme gagneraient à être renforcées. J'étayerai mon propos en m'appuyant sur des exemples du contexte suisse.

### **1. Il est fondamental que les institutions éducatives et les discours publics s'appuient davantage sur une définition *systémique* du racisme.**

Les traditions intellectuelles et politiques critiques noires définissent le racisme en tant que *système*. Le racisme systémique renvoie à un ensemble de processus sociopolitiques et économiques qui classent et hiérarchisent les êtres humains en fonction de leurs attributs corporels, ce qui a pour effet de réduire arbitrairement, voire de supprimer, la possibilité pour les sujets marqués comme racialement différents et donc inférieurs de jouir d'une vie libre et épanouie.

Le terme « systémique » fait référence, d'une part, au fait que le racisme opère dans toutes les sphères de la vie humaine, des plus intimes aux plus publiques, à tous les niveaux, des relations interpersonnelles aux relations internationales. D'autre part, le terme « systémique » renvoie à la *systematicité* des processus de racialisation, à leur fonctionnement irrémédiable et à leur renouvellement et réinvention constants depuis des siècles. C'est dans une telle perspective que le théoricien Alexander Weheliye propose le concept d'« assemblages racialisants » afin, je le cite, de faire sens de « la race non pas comme une classification biologique ou culturelle, mais comme un ensemble de processus sociopolitiques qui disciplinent l'humanité en humains à part entière, en quasi-humains et en non-humains. »<sup>1</sup> Une grammaire raciale est sans cesse produite et reproduite au sein des institutions, des lois, des discours, des technologies, des sciences, des pratiques, des désirs, des artefacts culturels, des images, des imaginaires, les langues et participent à associer étroitement la compréhension de ce que cela veut dire « être humain » à la compréhension de ce que cela veut dire que « être blanc ».

En Suisse, ce n'est que tout récemment, en mars 2023, que les autorités ont reconnu l'existence d'un racisme défini comme « structurel »<sup>2</sup>, proposant pour la première fois une définition qui se rapproche de la compréhension systémique. Cependant, en Suisse tout comme en Europe occidentale, le savoir public reste encore fortement imprégné par la compréhension juridique du racisme qui se base elle-même sur une définition étroite selon laquelle le racisme est le fait d'actions ou de discours à caractère raciste promus

---

<sup>1</sup> Weheliye, Alexander G. 2014. *Habeas Viscus : Racializing Assemblages, Biopolitics, and Black Feminist Theories of the Human*. Durham: Duke University Press. Je traduis le passage, p.4.

<sup>2</sup> <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-93602.html>

par des agents privés, le plus souvent des individus, clairement animé par des intentions haineuses. Depuis plusieurs années, la domination d'une telle définition, individualisée et privatisée du racisme, a eu pour effet d'évacuer ou de minimiser une série de processus et aux effets violents de la sphère de préoccupations et d'actions contre le racisme, sous prétexte qu'ils ne relèvent pas d'action haineuse et intentionnellement raciste.

Pour le cas de la Suisse, j'aimerais évoquer trois cas de racisme qui tendent à être minimisés en raison de la définition non systémique du racisme qui prévaut encore. Premièrement, la question des représentations, des images qui enferment les Noirs dans des rôles stéréotypés, les réduisent au statut d'objets de consommation ou de spectacle. Ces représentations circulent intensément dans la sphère publique virtuelle et matérielle par le biais des affiches politiques, de la publicité, des médias et des arts. Deuxièmement, il faut évoquer la difficulté du public mais aussi des institutions judiciaires à appréhender la dimension raciale de la mort ou la violence vécues par des hommes noirs dans le cadre d'intervention policières. Enfin, une définition non systémique du racisme permet actuellement à des membres du groupes majoritaires en Europe occidentale de se définir eux-mêmes comme victimes du racisme en évoquant la notion de « racisme anti-blanc », une notion qui gagne du terrain notamment par le biais de la montée de l'extrême droite partout sur le continent européen.

Face aux risques et aux problèmes que posent les définitions étroites du racisme, il est fondamental que les institutions responsables de la production du savoir public affinent et cultivent une compréhension du racisme qui soit réellement décentrée de l'intention des agents qui le causent et recentrée sur les logiques structurelles et institutionnelles sur lesquelles les agents du racisme peuvent capitaliser. Une approche systémique met les projecteurs sur les processus qui participent à la production et à la reproduction de relations de pouvoir asymétriques. Une telle approche se focalise ainsi sur les préjudices causés aux groupes racialement défavorisés et ne peut être instrumentalisée et récupérée pour décrire les formes d'hostilité et de haine dirigées vers les groupes racialement dominants.

De plus, la compréhension systémique du racisme ouvre la voie à une définition intersectionnelle du racisme : elle prône une analyse du racisme en interaction avec d'autres processus sociopolitiques qui produisent et hiérarchisent les différences humaines : le cis-hétéro-sexisme, le validisme, le capitalisme.

**2. Il est fondamental que les institutions éducatives et les discours publics cultivent des récits du racisme qui articulent son histoire locale et globale coloniale passée à ses effets dans le présent**

Les approches critiques et féministes noires appellent à ancrer le savoir sur le racisme dans un *double récit*. Premièrement, on ne peut faire sens du racisme contemporain sans faire le récit de son passé, de son invention et de son renouvellement dans le cadre des entreprises coloniale et esclavagistes. Faire sens du racisme c'est toujours et systématiquement le situer dans les différents systèmes de domination, d'exploitation et de violence et de déshumanisation qui furent les moteurs de la formation de notre monde capitaliste moderne.

Deuxièmement, faire sens du racisme c'est toujours aussi rendre compte de la manière dont l'histoire coloniale hante le présent, continue à produire des relations de pouvoir asymétriques entre groupes et territoires qui sont marqués comme différents, et donc comme moins humains ou pas humains, et les groupes et territoire considérés comme les humains de référence.

En Europe occidentale, le savoir public au sujet de l'histoire coloniale s'est longtemps apparentés à une forme d'amnésie. Cette histoire restait soit inconnue, soit minimisée ou encore reléguée aux espaces des Etats-Unis ou de l'Afrique du Sud. Dans le contexte suisse, l'idée que la Suisse « n'a rien à voir avec l'esclavage et le colonialisme » a été entretenue non seulement par le grand public mais aussi par les autorités publiques et les institutions de savoir. Depuis plus de deux décennies, des activistes et des chercheurs, et des artistes souvent dotés de peu de ressources ont narré sans relâche et par une documentation solide les entremêlements entre l'histoire de la Suisse et l'histoire coloniale. Ces derniers ont montré comment des scientifiques suisses avaient participé activement au savoir racialisé et à l'eugénisme du début du 20<sup>e</sup> siècle, comment de grandes figures telles qu'Henri Dunand le fondateur de la Croix rouge, ont pris part à des entreprises de colonisation. Ils ont mis en lumière l'histoire des zoos humains qui proposaient au grand public de consommer des images exotisantes et spectaculaires de l'altérité dans le cadre d'expositions nationales, de foires ou de cirques jusqu'en 1970. Ils ont mis à jour la manière dont la conception de la nation suisse était étroitement liée à une définition de soi comme pure et blanche.

De tels récits ont eu de la difficulté à circuler et à atteindre la conscience d'un public plus large face au récit national dominant de la Suisse comprise comme neutre, exceptionnelle et innocente. L'année 2020 a marqué un tournant important. Dans un contexte de pandémie, et de mobilisation globale pour les vies noires, les rues de la Suisse tout comme des autres Etats-nations européens occidentaux ont connu des mobilisations massives contre les violences policières et pour les vies noires. Portées le plus souvent par des jeunes activistes afrodescendant.es et autres groupes de personnes non blanches, ces mobilisations ont suggéré d'articuler les phénomènes contemporains de violences raciales avec l'histoire coloniale locale et

globale, faisant notamment tomber les statues de figures coloniales et racistes qui trônaient dans les espaces publics.

Ces mobilisations ont eu pour effet de conscientiser le public européen au sujet de son passé colonial. Un déclic a eu lieu. Depuis, les institutions de savoir ont mis en place des actions et des expositions, les médias ont publiés des articles autour de ces questions. En tant que chercheuse et activiste antiraciste, il y a eu un avant et un après 2020 pour moi : un passage d'une forme d'indifférence à des sollicitations innombrables.

L'amnésie coloniale est en train de se rompre parmi certaines couches de la population. En Suisse et en Europe, des financements publics sont attribués à des projets institutionnels qui traitent de l'histoire coloniale. De telles initiatives sont primordiales dans un contexte de montée de l'extrême droite qui propage de la nostalgie ou le déni de la nature fondamentalement inhumaine du colonialisme. Cependant, l'un des risques que je perçois, c'est que les efforts des institutions publiques se focalisent uniquement sur le passé colonial en tant qu'histoire *passée* sans proposer une articulation rigoureuse et systématique de ce passé avec ses effets dans le présent, permettant ainsi une certaine mise à distance, une déresponsabilisation.

Il est fondamental que tout récit, tout effort qui se penche sur l'histoire du racisme déploie également un récit autour de la « vie d'après » de cette histoire, de la manière dont elle continue d'informer des processus socio-politiques et économiques dans le présent. L'exigence de ce double récit autour du passé et du présent du racisme implique une responsabilisation et un positionnement de la part de celles et ceux qui ont les ressources et la légitimité pour en faire l'écriture. Elle implique que les narrateurs se positionnent clairement quant à la manière dont ils bénéficient ou pas, tirent profit ou non du passé colonial dans leur vie présente. Or, l'absence d'une telle exigence permet au groupe majoritaire, aux personnes blanches européennes qui bénéficient dans le présent de richesses matérielles et symboliques accumulées par les puissances coloniales dans le passé de se réappropriier l'autorité du récit. Ne pas faire le lien entre le passé colonial et les inégalités qu'il fait perdurer dans le présent ne permet pas de reconfigurer les relations de pouvoir, notamment quant à la question de savoir qui devrait en priorité bénéficier de ressources pour parler du racisme et qui devrait en priorité céder ses ressources et écouter.

### **3. Il est fondamental que les institutions éducatives et les discours publics cultivent un antiracisme qui prend soin**

Les multiples mécanismes qui participent au racisme affectent les sujets marqués comme racialement différents dans leur corps et dans leur psyché. Les effets injurieux, blessants et mortifères du racisme ont été dénoncés et décryptés depuis plus d'un siècle par les auteur.e.s critiques noirs, je citerai ici Frantz Fanon mais aussi des auteures féministes contemporaines telles que Grada Kilomba, ou Gloria Wecker. Je m'appuie aussi sur les retours d'expériences et les expertises que nous avons collectées dans le cadre de la FAANG ici à Genève : être exposé.e au racisme dans son quotidien, c'est vivre de l'épuisement, des difficultés d'accès à l'emploi ou à un logement, une surexposition au contrôle et à la violence des autorités policières et douanières, la négligence dans le cadre des soins médicaux, de la silencing, de l'invisibilisation, l'isolement, l'hyper-visibilisation, de la criminalisation, la difficulté à pouvoir circuler à travers les frontières et dans les espaces publics. C'est aussi vivre le sexisme, la transphobie, l'homophobie, le validisme, le classisme avec plus d'intensité en raison des effets interactifs du racisme avec ces autres de différenciation et de hiérarchisation sociales.

Le racisme, en Europe, ne relève pas uniquement d'actions extraordinaires portées par des extrémistes, il ne relève pas non plus uniquement des biais individuels implicites qui mènent à des formes de discrimination. Le racisme fait système, il envahit la vie quotidienne, il a violé et tué, et il continue de violenter et de tuer. Dans des contextes démocratiques attachés aux droits humains, l'antiracisme doit ainsi en priorité s'orienter vers la prise de soin, vers un horizon de réparation des effets passés et présents qui affectent les sujets touchés dans le corps, leur psyché, dans leur vie entière par le racisme. C'est une telle approche de l'antiracisme qui a prévalu et continue de prévaloir dans les traditions de lutte des peuples opprimés racialement. Placés sous le joug de la domination coloniale et esclavagiste, ces derniers ont mis en place d'innombrables stratégies, rituels et discours visant, avant tout, à prendre soin des effets destructeurs du système de domination dans leur vie et leur environnement.

Pendant longtemps, les institutions éducatives et les discours publics européens ont été dominés par des phénomènes de déni et de minimisation du racisme, et par conséquent par une approche pauvre de l'antiracisme. Depuis quelques décennies, l'adoption progressive par les États européens de la Convention internationale sur l'élimination des discriminations raciales et la mobilisation des mouvements sociaux antiracistes ont promu l'importance de l'antiracisme compris comme un idéal de justice sociale et comme un enjeu de droits humains. Cependant, parallèlement à ces progrès, les contextes européens connaissent depuis les années 90, un phénomène que la recherche appelle le « tournant néolibéral de la diversité » : la diversité culturelle, les images de minorités raciales souriantes font vendre. Dans un tel contexte, l'antiracisme tend à être investi par des logiques de branding et de marketing. Les institutions privées et publiques capitalisent sur les discours antiracistes, sur la valeur de la « diversité » non pas dans le but de prendre soin mais dans le but de forger une image d'elles-mêmes qui soit « bonne » et « morale ».

L'antiracisme se met à l'affiche, mais cette mise à l'affiche ne se traduit pas par une orientation qui priorise le soin des sujets affectés dans leur vie par le racisme. Ce que je propose d'appeler « l'antiracisme qui capitalise » vient au contraire détourner l'exigence que porterait un « antiracisme qui prend soin ».

Pour que ce dernier se retrouve au centre du savoir public au sujet du racisme, il est impératif que les institutions qui forgent ce savoir passent par un processus de dés-apprentissage et de ré-apprentissage de ce que veut dire « savoir ». Il est impératif qu'elles renoncent aux approches eurocentrées et hiérarchiques du savoir, elles-mêmes nées dans des contextes de domination coloniale et raciale, qui continuent de délégitimer les sources de savoirs portées par les groupes colonisés et leurs descendants. Il est urgents qu'elle soient reconfigurées, recentrées autour des savoirs et des traditions de luttes séculaires des peuples opprimés racialement. Ces derniers ont cultivés et continuent de cultiver des approches sophistiquées de ce que cela veut dire que de prendre soin non seulement de l'humain mais plus généralement du vivant. Leur savoir compte et a des effets réparateurs. C'est un tel savoir qui devrait en priorité nourrir la compréhension globale de l'antiracisme.

Je vous remercie pour votre attention.